

Lutte de classe

Que valent les discours des centristes et des réformistes sur la démocratie ?

Quand ils parlent de la remise en cause de la démocratie, ils font référence à des mécanismes qui ont justement servi à maintenir la paix sociale et assurer la pérennité du capitalisme pendant plus de deux siècles. En d'autres termes, ils réclament le rétablissement de la démocratie pour que le capitalisme puisse continuer tranquillement son oeuvre dans de meilleures conditions au lieu de le combattre. Etrangement, ils parlent des droits économiques, sociaux ou démocratiques du prolétariat qui s'inscrivent pour la plupart dans le cadre institutionnel, mais jamais des droits politiques du prolétariat qui sont en permanence bafoués ou qui n'existent pas, puisque aucun parti ne les représente ni ne les défend véritablement.

Tandis que la démocratie repose sur un rapport de forces, on pourrait dire un consensus dicté par la classe dominante avec le soutien des appareils traîtres du mouvement ouvrier, les droits politiques du prolétariat reposent sur la légitimité de son combat pour défendre ses intérêts distincts de classe qui inclut l'abolition du capitalisme et de l'Etat bourgeois, etc., ils sont donc foncièrement opposés à la conception de la démocratie telle que l'entendent les représentants de la bourgeoisie et les dirigeants du mouvement ouvrier.

Faut-il considérer la liberté d'expression et d'organisation du prolétariat comme un droit démocratique ou comme un droit politique ? Ont-ils la même valeur et la même portée ?

En démocratie parlementaire bourgeoise, tout ce qui est associé à l'exercice de la démocratie fait l'objet d'un accord tacite, implicite ou sous-entendu entre les classes. Avantages et inconvénients sont reconnus et acceptés, et laissés en dernière analyse à la discrétion de la classe dominante qui détermine les contours, les limites et le contenu de la démocratie. L'État n'est pas situé au-dessus des classes, il a pour fonction de neutraliser l'opposition entre les classes au profit de la classe dominante, la bourgeoisie.

L'exercice de la démocratie telle qu'elle est conçue et fonctionne dans notre société a pour seule fonction de permettre à la classe dominante de conserver tout le pouvoir, car c'est un leurre de penser que le prolétariat posséderait un semblant de pouvoir dans cette société.

A l'opposé, le seul droit politique qu'il possède réellement est celui de combattre la bourgeoisie pour devenir la classe dominante. Le seul droit politique dont il peut se réclamer, coïncide avec la cessation de l'exercice de la démocratie par la bourgeoisie. Dès lors on comprend que se revendiquer de la démocratie conduit à favoriser la domination de classe de la bourgeoisie, et au-delà à se réclamer à travers l'idéologie réformiste, du modèle de société sur lequel repose le pouvoir de la bourgeoisie, le capitalisme.

Le concept de démocratie, le gouvernement par le peuple, repose sur une tromperie puisque le peuple n'est pas une masse homogène aux intérêts communs, mais il est divisé en classes sociales aux intérêts distincts et irrémédiablement opposés. La démocratie a pour vocation d'associer à la gestion du pays toutes les classes de la société. Or, comme la société repose sur des rapports sociaux d'exploitation, sur l'existence d'exploiteurs et d'exploités, de dominants et de dominés, il est facile de comprendre que les exploités ou les dominés sont finalement les dindons de cette mauvaise farce et qu'il ne peut pas en être autrement tant que la bourgeoisie exerce le pouvoir.

Les différentes formes de domination politique de la bourgeoisie n'excluent pas la démocratie puisqu'elle demeure une prérogative de la classe dominante, la bourgeoisie exerce son pouvoir en associant ou non les représentants du prolétariat, mais dans aucune de ses formes la démocratie n'a une autre valeur que celle que veut bien lui donner la bourgeoisie, selon le rapport de forces en présence entre les classes.

Dans le cas d'une dictature fasciste, on peut dire que la démocratie est mise entre parenthèses ou qu'elle est niée, mais là encore ce n'est pas tout à fait exact puisqu'une partie plus ou moins importante de la population soutien malgré tout le régime politique en place, y compris une partie du prolétariat. Par contre, sans l'ombre d'un doute on peut affirmer que le prolétariat n'a plus de droits politiques à proprement parlé puisqu'il lui est

interdit de combattre légalement contre le régime sans prendre le risque d'être liquidé physiquement.

Pour parer les inconvénients attendant au principe de la démocratie, on la pare de qualificatifs, on parle de la démocratie bourgeoise ou de la démocratie ouvrière, l'un et l'autre s'opposant en théorie à la dictature de la du prolétariat ou de la bourgeoisie. Or, il y a là un problème puisque le prolétariat ne pourra vaincre la bourgeoisie qu'à condition d'exercer tout le pouvoir, donc de rompre avec la démocratie bourgeoise pour s'ériger en classe dominante, ce que l'on a appelé la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie.

Dans ces conditions, il faut admettre que la bourgeoisie exerçant tout le pouvoir est bien à la tête d'une dictature qu'elle impose au prolétariat, or personne ne veut admettre que sous couvert de la démocratie elle exerce en réalité une véritable dictature, non pas parce que c'est une minorité qui décide pour une majorité, mais parce que personne ne peut remettre en cause son pouvoir, qu'il s'agisse d'une minorité ou d'une majorité, personne ne peut lui imposer de changer fondamentalement de politique.

Dans ces cas-là, il ne reste plus au prolétariat que le recours à la violence pour la déloger, ce qui justifie la révolution prolétarienne et socialiste pour renverser la bourgeoisie et lui imposer notre dictature, avant de la liquider en tant que classe exploiteuse.

Lorsqu'une classe exerce son pouvoir sur une autre au moyen d'une dictature, que valent tous les discours sur la démocratie ? On nous dit qu'il ne faut pas confondre les différentes formes de domination de la bourgeoisie, certes, mais dans tous les cas, c'est bien une dictature qu'elle exerce sur le prolétariat, elle décide même de la qualité de l'air qu'il respire ! Il n'y a que les esprits ramollis pour trouver des vertus à cette dictature et la parer des bienfaits de la démocratie, des vertus anesthésiantes assurément, ce qui nécessite de passer au second plan ses multiples méfaits pour mieux s'en accommoder, c'est l'art de vivre par excellence du petit bourgeois.

De la même manière que les deux systèmes économiques sont antagonistes, l'une est basé sur la propriété privée et l'autre sur la propriété collective, ils ne peuvent pas coexister dans un même pays sans que finalement l'un soit évincé par l'autre, la classe qui exerce le pouvoir ne peut pas le partager avec la classe qui constitue son antithèse.

Sous couvert de démocratie, le partage du pouvoir est formel et s'assimile à la collaboration de classe qui s'oppose au combat du prolétariat contre la bourgeoisie. Pourquoi faudrait-il être surpris que l'exercice de la démocratie aboutisse au corporatisme ? Maintenant, au cas où ce combat évoluerait classe contre classe au gré des circonstances, le combat de classe se situerait dans le cadre qu'une période prérévolutionnaire ou révolutionnaire, ce qui expliquerait que le combat politique pour le pouvoir serait aiguisé ou directement engagé entre les deux classes, non pas au nom de la démocratie, mais au nom du droit politique du prolétariat de revendiquer le pouvoir, tout le pouvoir, contre celui de la bourgeoisie de le conserver au nom bien sûr du respect de la démocratie et des institutions, du respect du pouvoir légitime que lui confère son pouvoir économique, du sacro-saint respect de la propriété privée des moyens de production.

On voit bien là encore que la démocratie est au service de la classe dominante et qu'elle consiste à nier le pouvoir politique de la classe dominé. Dans la mesure où aujourd'hui c'est la bourgeoisie avec ses différentes composantes qui est la classe dominante, se réclamer de la démocratie, c'est se situer sur son propre terrain et introduire une confusion dans la tête des travailleurs sur la capacité de la démocratie à dépasser les antagonismes de classes, alors qu'elle a pour fonction de les contenir.

La révolution a pour objet de trancher la question politique : qui doit gouverner dans le pays, elle n'a pas pour objet d'établir un équilibre entre les classes au nom de la démocratie.

C'est la raison pour laquelle je suis contre la défense de la démocratie et je suis pour la défense des droits politiques du prolétariat qui incluent le droit de combattre pour son émancipation et la prise du pouvoir au moyen de la révolution prolétarienne.

Alors faut-il participer au jeu institutionnel ? Quand c'est possible, mais à condition de ne pas se tromper de terrain comme je l'ai souligné plus haut. A condition de ne pas perdre un instant notre objectif, notre seul objectif, la prise du pouvoir par le prolétariat, pour ne pas tomber dans le piège de la démocratie synonyme de collaboration de classes. En voici un exemple.

Ceux qui se réclament de la démocratie sont maintenant associés avec des contre-révolutionnaires

professionnels et reconnus, je pense à Attac et les altermondialistes pour la LCR, quant au PT-POI, il a le privilège d'associer des membres du Parti des radicaux de gauche, des Verts, du MRC ou du PS, autant de partis bourgeois, plus des gens de droite dont on imagine qu'ils sont proches de l'UMP, du Nouveau Centre ou du MoDem s'ils sont de « *droite* » (interview de Schivardi du 24 avril 2008).

Combattre sur le terrain de la démocratie qui prend la forme du réformisme au sein du mouvement ouvrier, c'est se tromper de combat, c'est cautionner la collaboration de classes ou refuser de la combattre, c'est finalement se situer sur le terrain de la défense du capitalisme. Cela explique pourquoi Mailly a signé l'accord du 11 janvier 2008 avec le gouvernement sur la flexibilité des conditions de travail et pourquoi le PT a refusé de combattre pour qu'il retire sa signature, il faut bien au nom de la démocratie que les capitalistes français puissent concurrencer les autres capitalistes pour que des miettes atterrisent dans l'escarcelle des petits bourgeois en tous genres qui soutiennent le régime, comme cela explique pourquoi la LCR reconnaît la légitimité de Sarkozy, alors qu'elle repose sur une duperie pour protéger les institutions et qu'elle réclame une redistribution des richesses entre le capitalisme et le prolétariat, ce qui est une façon comme une autre de reconnaître la légitimité du capitalisme donc de se placer dans son camp.

Vous aurez peut-être compris qu'à partir du moment où l'on abandonne le combat contre le régime sur le terrain de la révolution prolétarienne et socialiste, on atterrit invariablement sur celui de la défense de la démocratie (bourgeoise), on abandonne le combat pour le socialisme. On ne peut pas être à la fois sur chaque terrain, comme on ne peut pas être à la fois d'un côté et de l'autre de la barricade, il faut choisir.